

# NET INFOS

Mardi 02 avril 2024



## Conseil de la nation: adoption à l'unanimité de la loi portant règlement budgétaire 2021



Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi à l'unanimité, la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaborée dans la perspective des réformes de maîtrise des dépenses publiques à moyen terme.

La loi a été adoptée avec 111 voix pour sur un total 70 membres présents et 41 votes par procuration, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue de l'adoption, M. Faid a salué les interventions des membres du Conseil de la nation lors des débats, affirmant que ses services ministériels ne ménageront aucun effort pour prendre en charge les recommandations des sénateurs visant à garantir une meilleure gestion de l'argent public.

Dans son intervention, le président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil, Miloud Hanafi, a estimé que l'adoption de la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 par le Conseil de la nation, "se veut un jalon essentiel dans la consécration de la bonne gouvernance, la rationalisation de la dépense publique et la consécration de l'Etat de droit, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille toujours à permettre à toutes les institutions de l'Etat d'exercer leur rôle de contrôle des dépenses de l'argent public et à le préserver contre le gaspillage, en vue de la création d'une nouvelle dynamique dans l'Algérie nouvelle".



**[Conseil de la nation : Présentation du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021](#)**

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a présenté, lundi, devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, qui a enregistré des recettes supérieures de 10% aux prévisions.

Lors d'une plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a précisé que le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des recettes budgétaires de 10,67% par rapport au montant prévu dans la loi de finances complémentaire (LFC) du même exercice.

Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires ont atteint 5.900,63 milliards de DA à fin décembre 2021, dont 3.973,58 milliards de DA liés aux ressources ordinaires et 1.927,05 milliards de DA à la fiscalité pétrolière.

S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont atteint 7.925,23 milliards de DA, dont 5.450,44 milliards de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2.474,78 milliards de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69% par rapport aux estimations de la LFC du même exercice.

Dans ce cadre, le ministre a rappelé que les dépenses budgétaires de 2021 avaient connu une hausse par rapport à 2020 pour la prise en charge des dépenses supplémentaires induites par la pandémie de Covid-19 et de celles liées à la demande d'investissement dans les différents secteurs, à la réorganisation territoriale et au programme de rattrapage spécial au profit de certaines wilayas.



## **Conseil de la nation : Adoption à l'unanimité de la loi portant règlement budgétaire 2021**



Les membres du Conseil de la nation ont adopté, lundi à l'unanimité, la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaborée dans la perspective des réformes de maîtrise des dépenses publiques à moyen terme.

La loi a été adoptée avec 111 voix pour sur un total 70 membres présents et 41 votes par procuration, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue de l'adoption, M. Faid a salué les interventions des membres du Conseil de la nation lors des débats, affirmant que ses services ministériels ne ménageront aucun effort pour prendre en charge les recommandations des sénateurs visant à garantir une meilleure gestion de l'argent public.

Dans son intervention, le président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil, Miloud Hanafi, a estimé que l'adoption de la loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 par le Conseil de la nation, "se veut un jalon essentiel dans la consécration de la bonne gouvernance, la rationalisation de la dépense publique et la consécration de l'Etat de droit, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille toujours à permettre à toutes les institutions de l'Etat d'exercer leur rôle de contrôle des dépenses de l'argent public et à le préserver contre le gaspillage, en vue de la création d'une nouvelle dynamique dans l'Algérie nouvelle". Avant le vote, les membres du Conseil, après avoir débattu le texte, ont salué les efforts déployés par l'Etat, notamment en ce qui concerne le parachèvement de la construction des infrastructures de base et a levée du gel sur plusieurs secteurs importants sur instruction du président de la République, tels que la construction d'établissements hospitaliers, en sus de la politique de l'Etat visant à améliorer la grille salariale et à créer l'emploi.

## [Salah Goudjil : «Les efforts de l'état sont visibles»](#)

Le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil, a affirmé, hier, que l'approbation par la chambre haute du Parlement du texte de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021 n'est pas un mécanisme de pure forme. Cette approbation, a-t-il dit, «doit être accompagnée d'une lecture politique afin d'illustrer l'image des efforts de l'État sur la voie de la réalisation des objectifs de la nouvelle Algérie et renouvelée». Salah Goudjil intervenait après la présentation en plénière du texte en question par le ministre des Finances, Laaziz Faïd. Ce dernier a précisé que le projet de loi portant règlement budgétaire de l'exercice 2021, élaboré dans le cadre des réformes liées à la maîtrise des dépenses publiques à moyen terme, avait révélé une hausse des recettes budgétaires de 10,67% par rapport au montant prévu dans la loi de finances complémentaire (LFC) du même exercice. Selon les chiffres présentés par le ministre, les recettes budgétaires ont atteint 5 900,63 milliards de DA à fin décembre 2021, dont 3 973,58 milliards de DA liés aux ressources ordinaires et 1 927,05 milliards de DA à la fiscalité pétrolière. S'agissant des dépenses budgétaires, elles ont atteint 7 925,23 milliards de DA, dont 5 450,44 milliards de DA pour les dépenses de fonctionnement et 2 474,78 milliards de DA pour les dépenses d'équipement, soit un taux d'exécution de 91,69% par rapport aux estimations de la LFC du même exercice. Faïd a rappelé que les dépenses budgétaires de 2021 avaient connu une hausse par rapport à 2020 pour la prise en charge des dépenses supplémentaires induites par la pandémie de Covid-19 et de celles liées à la demande d'investissement dans les différents secteurs, à la réorganisation territoriale et au programme de rattrapage spécial au profit de certaines wilayas.

# Dzair Scoop

[Le Conseil de la Nation : l'adoption à l'unanimité de la loi fixant le règlement budgétaire 2021](#)



Les membres du Conseil de la Nation ont adopté lundi à l'unanimité la loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2021, élaborée en vue de quelques réformes à moyen terme du contrôle des dépenses publiques.

La loi a été adoptée avec 111 voix pour sur un total de 70 membres présents et 41 voix par procuration, lors d'une séance plénière présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faid et la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

A l'issue de l'adoption, M. Faid a salué les interventions des membres du Conseil de la Nation lors des débats, précisant que ses services ministériels n'empêcheront pas les efforts pour reprendre les recommandations des sénateurs visant à garantir une meilleure gestion. de l'argent public.

Dans son intervention, le président de la commission des affaires économiques et financières du Conseil, Miloud Hanafi, a estimé que l'adoption de la loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2021 par le Conseil de la Nation, « se veut être un étape essentielle dans la consécration de la bonne gouvernance, de la rationalisation des dépenses publiques et de la consécration de l'Etat de droit, sous la houlette du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui veille toujours à ce que toutes les institutions de l'Etat exercent leur rôle contrôler la dépense de l'argent public et le protéger contre le gaspillage, afin de créer une nouvelle dynamique dans la nouvelle Algérie.



## مجلس الأمة: وزير المالية يعرض نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2021



عرض وزير المالية، لعزیز فايد، اليوم الإثنين، أمام أعضاء مجلس الأمة، نص القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي سجل إيرادات تجاوزت المبلغ المتوقع بأكثر من 10 بالمائة .

وخلال عرضه للنص في جلسة علنية ترأسها صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار، أوضح السيد فايد أن مشروع قانون تسوية الميزانية لـ2021، الذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط، أظهر ارتفاع إيرادات الميزانية بنسبة 67ر10 بالمائة مقارنة بالمبلغ المتوقع بموجب قانون المالية التكميلي لنفس السنة.

ووفقا للأرقام التي عرضها الوزير، بلغت إيرادات الميزانية 63ر5900 مليار دج بنهاية ديسمبر 2021، منها 58ر3973 مليار دج متعلقة بالموارد العادية و05ر1927 مليار دج للجباية البترولية.

أما نفقات الميزانية، فقد بلغت 23ر7925 مليار دج، منها 44ر5450 مليار دج لنفقات التسيير، و 78ر2474 مليار دج لنفقات التجهيز، وهو ما يمثل نسبة استهلاك قدرها 69ر91 بالمائة، مقارنة بتقديرات قانون المالية التكميلي للسنة نفسها.

وبهذا الخصوص، ذكر الوزير بأن نفقات الميزانية لسنة 2021 عرفت ارتفاعا مقارنة بسنة 2020 بهدف التكفل بالنفقات الإضافية المتعلقة بالآثار الناجمة عن جائحة كوفيد-19، والطلب الاستثماري للقطاعات وإعادة التنظيم الإقليمي، وكذا البرنامج الاستدراكي الخاص لفائدة بعض الولايات.

وفي تقريرها حول نص القانون, عبرت لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية لمجلس الأمة عن "ارتياحها, على غرار ما تمت معالجته في السنوات السابقة, لصدق المعطيات المحاسبية التي قدمتها وزارة المالية, حول تنفيذ الميزانية وكذا عمليات الخزينة لسنة 2021, وهو ما أكده مجلس المحاسبة في تقريره التقييمي المرفق بنص هذا القانون."

كما أكدت في ذات الوقت على ضرورة التكفل بمعاينات مجلس المحاسبة والعمل على تداركها مستقبلا. وفي سياق ذي صلة, قدمت اللجنة عدة توصيات وذلك "حرصا منها على المساهمة في تحسين نوعية التسيير المالي العمومي لاسيما بعد تبني مقاربة الأداء بموجب القانون العضوي الجديد المتعلق بقوانين المالية."

وتمحورت هذه التوصيات حول ضرورة مواصلة الجهود الرامية إلى تعميم الرقمنة ضمن الأجل المحددة من طرف السلطات العليا في البلاد, والعمل على إيجاد الآليات الكفيلة بترشيد التحويلات الاجتماعية واستهداف الفئات المحتاجة فعلا وهذا تحقيقا للعدالة الاجتماعية.

كما تضمنت استكمال الجهود الهادفة إلى توسيع الوعاء الجبائي وتحسين مردودية التحصيل الجبائي ومكافحة التهرب والغش الجبائيين واحتواء السوق الموازية باعتماد الشمول المالي. وأوصت اللجنة أيضا بالعمل على احترام الأجل المنصوص عليها في المادة 89 من القانون العضوي رقم 15-18 المتعلق بقوانين المالية, المعدل والمتمم, بخصوص تقليص السنة المرجعية لتقديم قانون تسوية الميزانية.



## مجلس الأمة: المصادقة بالإجماع على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2021

صادق اليوم الاثنين، أعضاء مجلس الأمة بالإجماع على نص القانون المتضمن تسوية الميزانية لسنة 2021، والذي تم إعداده من منظور الإصلاحات المتعلقة بالتحكم في النفقات العمومية على المدى المتوسط.

وجرت المصادقة بواقع 111 صوت بنعم من مجموع 70 عضوا حاضرا و41 توكيلا، في جلسة علنية ترأسها، صالح قوجيل، رئيس المجلس، بحضور وزير المالية، لعزیز فايد، ووزيرة العلاقات مع البرلمان، بسمة عزوار.

وعقب المصادقة، أكد السيد فايد بعد أن ثمن تدخلات أعضاء مجلس الأمة خلال المناقشات، أن مصالحه الوزارية لن تدخر أي جهد للتكفل بتوصيات أعضاء مجلس الأمة لضمان أحسن تسيير للمال العام.



من جانبه، اعتبر رئيس لجنة الشؤون الاقتصادية والمالية للمجلس، ميلود حنافي، في كلمته، ان مصادقة مجلس الامة على نص قانون تسوية الميزانية لسنة 2021 تشكل "لبنة أساسية في تكريس الحكم الراشد وعقلنة الانفاق العمومي واعلاء منارة دولة الحق والقانون تحت حكم رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، والذي يحرص دوما على تمكين كل مؤسسات الدولة من ممارسة دورها الرقابي على صرف المال العام وصونه من الهدر والتبذير سعيا الى خلق ديناميكية جديدة في الجزائر الجديدة".

وقبل التصويت، قام أعضاء المجلس بمناقشة النص، ثمنوا من خلالها الجهود المبذولة من طرف الدولة، خصوصا تلك التي تعنى باستكمال بناء منشآت قاعدية، وتوجيه رئيس الجمهورية برفع التجميد عن عديد القطاعات الهامة، مثل بناء المؤسسات الاستشفائية، فضلا عن سياسة الدولة في تحسين شبكة الأجور وتوفير مناصب عمل.

كما صبت جل تدخلات أعضاء مجلس الأمة حول مدى تحقيق جهود السلطات العمومية في رقمنة قطاعات المالية، وكذا تحسين عمليات الدفع الالكتروني، فضلا عن إمكانية رفع التجميد عن بعض المشاريع التنموية والخدمات المسجلة، وأيضا استراتيجية الوزارة لتقليص عجز الميزانية.

وفي رده على انشغالات الاعضاء، ذكر الوزير بأنه تم الشروع في تقليص مدة عرض مشروع قانون تسوية الميزانية في اطار الاصلاحات الموازناتية والمحاسبائية والجبائية، مشيرا إلى أن القانون العضوي المتعلق بقوانين المالية ينص على أنه سيشروع في تطبيق السنة المرجعية ن-2 في الفترة بين 2023 و2025.



## التحضير لإطلاق الجيل الثاني من الإصلاحات الاقتصادية

يتفق خبراء اقتصاديون على أن القرارات الجديدة المعلن عنها من قبل رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، خلال حوارهِ الأخير مع وسائل الإعلام، تأتي في إطار الجيل الثاني من الإصلاحات الاقتصادية المتوقعة.

وتتنوع تلك القرارات بين خطة رفع معدلات النمو، ومضاعفة الناتج المحلي الإجمالي إلى 400 مليار دولار، وتقليل معدّل التضخّم إلى أقل من 4 بالمائة، إلى جانب استئناف زيادات أجور الجزائريين بحلول سنة 2026 لتصل تدريجيا مائة بالمائة.

وتستكمل هذه الإصلاحات، تلك المتخذة خلال الخمس سنوات الماضية، والتي مسّت بالدرجة الأولى تغيير الترسانة القانونية المنظمة للاقتصاد الوطني بدءا بقانون الاستثمار ونصوصه التطبيقية واستحداث الوكالة الجزائرية للاستثمار ومراجعة القانون النقدي المصرفي، وصولا إلى تشريعات أخرى تتعلّق بالمقاول الذاتي، ومشاريع قوانين لا تزال على الطاولة.

ويؤكّد هؤلاء الخبراء أن الخطوات الاقتصادية والإصلاحية تتوالى في الجزائر، بموجب خطط طموحة لتعزيز الاستقرار الاقتصادي، وتتركز هذه الخطط على تطوير الصناعة وتحفيز الاستثمار، وتحسين جودة الحياة للمواطنين.

## إحياء الصناعة.. مفتاح رئيسي لزيادة الناتج المحلي الخام

وبهذا الصدد، يقول الخبير المالي، محفوظ كاوبي، في إفادة لـ”الشروق” إن رفع الناتج المحلي الإجمالي للجزائر إلى 400 مليار دولار يجب أن يكون مسبقا بإطلاق الجيل الثاني من الإصلاحات الاقتصادية، مع التركيز هذه المرة على النهوض بقطاعات الصناعة والفلاحة والسياحة والخدمات والمؤسسات الناشئة.

ويشدد المتحدث على أن الخطوات الأولى التي اتخذتها الحكومة لإصلاح المنظومة الاقتصادية بمراجعة القوانين، على غرار قانون الاستثمار الجديد وتعديل القانون النقدي والمصرفي، تفرض اليوم أيضا الشروع في العمل ميدانيا للنهوض بقطاع الصناعة بالدرجة الأولى وبقية القطاعات التي من شأنها رفع النمو وإنعاش الناتج المحلي الخام.

وتمنّ كاوبي مستوى النمو الاقتصادي الذي تمّ إحرازه السنة الماضية والذي عادل 4.2 بالمائة، ويرتقب أن يكون إيجابيا أيضا خلال سنة 2024، حسب تصريحات الحكومة وحتى المنظمات الدولية، داعيا إلى رفعه بشكل أكبر للتمكن تدريجيا من رفع الناتج المحلي الخام إلى المستوى المطلوب وإعادة التوازنات الهيكلية إلى نصابها.